

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article93>

28 Novembre 2003 : Quand l'Etat français rafle des syndicalistes

- Dossiers - Répression -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 27 novembre 2003

Mis à jour le : mardi 10 juin 2008

UGTG.org

C'est précisément parce que nous osons l'affirmer et ce depuis le 02 décembre 1973, que la répression coloniale se fait de plus en plus féroce.

Ce jour, 28 Novembre 2003 à 6 h du matin, les manblos ont débarqué au domicile de Raymond GAUTHIEROT, Secrétaire Général de l'UGTG, et de Manuel DRYMON, Dirigeant de l'UTT-UGTG.

Ils ont été emmenés menottes aux poings, comme des criminels à la Gendarmerie de Pointe-à-Pitre et ont été mis en examen dans l'affaire qui nous oppose depuis plusieurs mois à la multinationale TEXACO.

C'est bien parce que les Travailleurs à l'UGTG ont fait le choix de rester des Fanm et des Nonm doubout que le pouvoir colonial fwansé accentue sa campagne d'éradication du mouvement social.

C'est encore la preuve aujourd'hui, à travers la tentative de brouiller les cartes, en pleine campagne électorale pour son référendum kabouya, que les méfaits de l'état français prennent toute la dimension escomptée :

[-] Criminaliser l'action syndicale et les militants de l'UGTG ;

[-] Soustraire par contre, de toutes sanctions judiciaires les patrons et politiciens malfêtè ;

[-] Terroriser les Guadeloupéens et les pousser aux urnes le **07 Décembre 2003**.

N'avons-nous pas entendu certains politiciens en campagne promettre aux électeurs, qu'avec les pouvoirs supplémentaires que dorénavant l'Etat français leur accordera, qu'ils régleront le compte aux syndicats fauteurs de troubles et aux "travailleurs fainéants et vindicatifs".

Notre seul crime c'est notre constante détermination à défendre devant tous les pouvoirs : pouvoir politique, pouvoir judiciaire, le patronat et les politiciens véreux de Guadeloupe, les intérêts des travailleurs.

Notre seul crime c'est d'exiger le respect du droit du travail et des lois sociales.

Aujourd'hui, l'État colonial français entend, par l'arrestation de plusieurs de nos militants et dirigeants :

- Raymond GAUTHIEROT, Secrétaire Général de l'UGTG ;
- Elie DOMOTA, Secrétaire Général Adjoint de l'UGTG ;
- Manuel DRYMON, Secrétaire Général Adjoint de l'UTT-UGTG ;

- Elin PLANTIER, Délégué UTHTR-UGTG ;
- Patrice GILLES, Délégué UTPP-UGTG, Juge Prud'homal ;
- Christian BEBEL, Militant UGTG ;

... nous museler et obtenir ainsi toute la latitude de façon à garantir au patronat le droit d'exploiter les travailleurs et à réussir son funeste projet de déréglementation.

NON, LA RÉPRESSION NE PASSERA PAS !

A tous les Guadeloupéens épris de justice et de liberté, Nonm doubout, Travayè Militants et Adhérents de l'UGTG, préparons-nous à la riposte !

30 LANNÉ KONBA, 30 LANNÉ LALIT

NOU PA JANMEN MANJÉ AN MEN A YO.

NOU FÈ NONM FÈ NONM,

AN NOU MASYÉ, AN NOU WOUKLÉ,

NOU KÉ GANNYÉ !

LAGÉ YO !

28 novembre 2003

Conseil Syndical UGTG

Post-scriptum :

Tous les militants sont libres !!!

Spontanément des militants de l'UGTG ont défilé ce 28 novembre 2003 en direction du commissariat de Pointe-à-Pitre, déterminés à libérer leurs camarades.

Chantant « l'hymne national » tout en contournant les cordons de manblo (policiers) qui tentaient de leur barrer la route Les manifestants ont obtenu la libération des syndicalistes retenus par la police coloniale.

Ils ont été rejoint par la CGTG, Secrétaire Général en tête, venue témoigner sa solidarité de classe en participant à la manifestation.

28 Novembre 2003 : Quand l'Etat français rafle des syndicalistes

manifestants ont obtenu la libération des syndicalistes retenus par la police coloniale. Ils ont été rejoint par la CGTG, Secrétaire Général en tête, venue témoigner sa solidarité de classe en participant à la manifestation.

Pa mannyé sendikalis.